



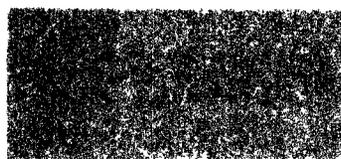
**EUROPA-PARLAMENTET  
EUROPÄISCHES PARLAMENT  
EUROPEAN PARLIAMENT  
PARLEMENT EUROPEEN  
PARLAMENTO EUROPEO  
EUROPEES PARLEMENT**

Generalsekretariat  
Generalsekretariat  
Secretariat  
Secrétariat Général  
Segretariato Generale  
Secretariaat Generaal

Generaldirektoratet for Forskning og Dokumentation  
Generaldirektion Wissenschaft und Dokumentation  
Directorate General for Research and Documentation  
Direction Générale de la Recherche et de la Documentation  
Direzione Generale della Ricerca e della Documentazione  
Directoraat-generaal Onderzoek en Documentatie

**UNDERSØGELSER OG DOKUMENTATION  
AMMLUNG WISSENSCHAFT UND DOKUMENTATION  
RESEARCH AND DOCUMENTATION PAPERS  
DOSSIERS DE RECHERCHE ET DOCUMENTATION  
DOSSIERS DI RICERCA E DOCUMENTAZIONE  
DOSSIERS ONDERZOEK EN DOCUMENTATIE**

Socialserie nr. 1  
Reihe Sozialfragen Nr. 1  
Social Series No 1  
Série Sociale n° 1  
Serie Sociale n. 1  
Sociale serie nr. 1



Franske arbejdsgiver- og fagforeninger enige om en garantiordning for dagpenge under arbejdsløshed

Übereinkommen der französischen Arbeitgeber und Gewerkschaften über Lohnfortzahlung im Falle von Arbeitslosigkeit

Agreement between employers and trade unions in France for a guaranteed wage in case of unemployment

Patronat et syndicats d'accord en France pour la garantie du salaire en cas de chômage

Padronato e sindacati d'accordo in Francia per il salario garantito ai disoccupati

Franse werkgevers en vakverenigenen akkoord met loongarantie in geval van werkloosheid

**octobre 1974**

Den vedlagte dokumentation udgives kun på originalsproget. Imidlertid vil Sekretariatet søge så vidt muligt at imødekomme anmodninger fra medlemmer, som måtte være interesserede i at modtage supplerende oplysninger, herunder et mere udførligt referat eller i særlige tilfælde en oversættelse af teksten til deres eget sprog.

Die beiliegende Dokumentation wird nur in der Originalsprache veröffentlicht. Das Sekretariat wird sich jedoch im Rahmen des Möglichen darum bemühen, den Anforderungen von Parlamentsmitgliedern um ergänzende Informationen nachzukommen. Dies kann unter Umständen in Form einer ausführlicheren Zusammenfassung oder – in Ausnahmefällen – in einer Übersetzung in die Muttersprache des Mitglieds geschehen.

The attached documentation is only published in the original language. However, the Secretariat will try to satisfy, if possible, requests of Members who would be interested in receiving supplementary information, including possibly a more extended summary or, in exceptional cases, a translation in their own language of the text.

La documentation ci-jointe est uniquement disponible dans la langue originale. Le Secrétariat essaiera toutefois de satisfaire dans toute la mesure du possible les demandes des membres qui seraient désireux de recevoir des informations supplémentaires, comprenant éventuellement une note de synthèse plus détaillée, voire, exceptionnellement, une traduction du texte dans leur propre langue.

La documentazione in allegato è solo disponibile nella lingua originale. Il Segretariato cercherà comunque, se possibile e se gli onorevoli membri lo richiedono, di fornire maggiori informazioni e eventualmente anche un più ampio riassunto. Solo in casi eccezionali si potrà esaminare la possibilità di una traduzione integrale del testo del documento.

Bijgaande documentatie is slechts beschikbaar in de oorspronkelijke taal. Het Secretariaat zal evenwel, voor zover dat mogelijk is, de leden die zulks wensen, uitvoeriger inlichtingen doen toekomen. Eventueel kan een meer gedetailleerde samenvatting worden gegeven, of in uitzonderlijke gevallen een vertaling van de tekst.

ACCORD DU 14 OCTOBRE 1974

ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE D'ATTENTE AUX SALARIES  
LICENCIES POUR MOTIF ECONOMIQUE

1. Objet

Une allocation supplémentaire d'attente est créée.

Cette allocation a pour but d'apporter aux salariés licenciés pour motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel, y compris dans le cas d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens, une aide au reclassement lorsque le licenciement n'a pu être évité et que le reclassement n'est pas assuré immédiatement.

Elle leur garantit le maintien de leur rémunération antérieure pendant une période maximale d'une année lorsque, malgré leurs efforts et ceux des organismes qui doivent recourir à leur reclassement, ils sont encore dans l'attente de celui-ci.

2. Cadre institutionnel

Ce régime est institué par un avenant à la convention du 31 décembre 1958.

Il fonctionne dans le cadre des structures de l'U.N.E.D.I.C.

3. Bénéficiaires

3.1 - Champ d'application

Le régime est applicable aux salariés relevant du régime d'allocations spéciales de chômage et qui répondent aux conditions d'ouverture du droit visées au 3.2. ci-après.

3.2 - Conditions d'ouverture du droit

Les salariés doivent remplir les conditions suivantes :

3.21 - Etre licencié pour un motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel entraînant suppression d'emploi ; le motif du licenciement devra être attesté par l'Inspecteur du Travail ;

3.22 - Avoir appartenu pendant 6 mois au régime d'allocations spéciales de l'U.N.E.D.I.C. au cours des 12 mois précédant la date de rupture du contrat ;

- 3.23 - Etre âgé de moins de 60 ans à la date de rupture du contrat ;
- 3.24 - Etre physiquement apte à l'exercice d'un emploi ;
- 3.25 - Etre inscrit comme demandeur d'emploi ;
- 3.26 - Ne pas être en chômage saisonnier ;
- 3.27 - N'avoir pas refusé, sans motif valable, de suivre une formation professionnelle proposée notamment par l'A.N.P.E. ou par l'A.P.E.G. ;
- 3.28 - N'avoir pas refusé, sans motif valable, un emploi offert notamment par l'A.N.P.E. et répondant aux conditions prévues au 2° de l'article 4 du décret du 25 septembre 1967.

#### 4. Durée de l'allocation

Le droit à l'allocation supplémentaire d'attente qui sera versée jusqu'au reclassement ou jusqu'au 60ème anniversaire de l'intéressé à compter de la rupture du contrat est ouvert pour une période d'un an.

Toutefois, à l'expiration du 3ème mois, du 6ème mois et du 9ème mois d'indemnisation, le dossier de chaque bénéficiaire sera examiné par une commission paritaire qui, compte tenu :

- des possibilités et des efforts de reclassement de l'intéressé,
- des offres d'emploi qui lui auront été faites dans le cadre d'une des procédures prévues par les textes en vigueur : lois, règlements et accords (1),
- des stages de formation professionnelle proposés ou suivis,

décidera s'il y a lieu de maintenir le versement de l'allocation supplémentaire d'attente.

#### 5. Montant de l'allocation

L'allocation supplémentaire d'attente sera égale à la différence entre, d'une part, 90 % du salaire de référence en vigueur dans le Régime d'allocations spéciales et, d'autre part, le total des allocations d'aide publique et des allocations spéciales (ou l'allocation unique qui, dans le cas de la simplification, se substituerait à ces deux catégories d'allocations).

Si l'intéressé suit un stage de formation professionnelle, l'allocation supplémentaire d'attente sera égale à la différence entre 90 % du salaire de référence et les indemnités versées au titre du stage.

---

(1) L'A.N.P.E., de même que l'A.P.E.C., communiqueront toutes indications utiles à ce sujet à la Commission paritaire.

## 6. Modalités de versement de l'allocation

L'allocation supplémentaire d'attente sera versée dans les mêmes conditions que les allocations spéciales de chômage.

## 7. Interruption du versement de l'allocation

7.1 - Le paiement de l'allocation cesse lorsque l'intéressé atteint l'âge de 60 ans.

Toutefois il percevra les allocations de garantie de ressources dans les conditions définies au point 10 ci-après.

7.2 - Le service de l'allocation est interrompu du jour où l'intéressé retrouve une activité professionnelle, salariée ou non ; il reprend dès la cessation de l'exercice de cette nouvelle activité si l'intéressé répond aux conditions fixées par l'article 4 §.2 du règlement.

## 8. Financement

Pour la part non financée par l'Etat, l'indemnité d'attente entrera dans les charges de l'U.N.E.D.I.C., les cotisations à cet organisme continuant à être réparties entre employeurs et salariés dans la proportion respective de 4/5° et de 1/5°.

## 9. Date d'application

9.1 - Le nouveau régime entrera en vigueur à compter de la première quatorzaine qui suivra l'agrément de l'avenant à la convention du 31 décembre 1958.

9.2 - Les salariés répondant aux conditions prévues au 3.2 ci-dessus, et licenciés depuis moins d'un an à la date d'application du régime, bénéficieront, au maximum pour la durée restant à courir sur le délai d'un an prévu au point 4 ci-dessus, de l'allocation supplémentaire d'attente dans les conditions prévues audit point 4.

## 10. Modifications à apporter au régime de la garantie de ressources

Le régime de la garantie de ressources institué par l'accord du 27 mars 1972 sera modifié dans les conditions suivantes :

10.1 - Le délai d'attente, prévu à l'article 2-d de l'Annexe au règlement du régime d'allocations spéciales aux salariés de plus de 60 ans privés d'emploi, sera supprimé ;

- pour les salariés âgés de 60 ans ou plus à la date de rupture de leur contrat et remplissant toutes les autres conditions fixées au 3.2 ci-dessus ;

- pour les salariés en cours d'indemnisation au titre de l'allocation supplémentaire d'attente, au jour de leur 60ème anniversaire.

10.2 - Les salariés entrant dans l'un des deux cas visés au 10.1 ci-dessus et qui remplissent toutes les conditions requises pour bénéficier du régime de la garantie de ressources, à l'exception de la condition de 10 ans prévue à l'article 2 c) de l'Annexe au règlement du régime d'allocations spéciales relative à la situation des salariés de plus de 60 ans privés d'emploi, bénéficieront néanmoins de ce régime :

- dans le premier cas, pendant un an à compter de leur licenciement,  
- dans le deuxième cas, à compter de leur 60ème anniversaire et pour la durée restant à courir sur le délai d'un an prévu au point 4 ci-dessus.

#### 11. Dispositions diverses

La nouvelle allocation étant un supplément aux allocations du régime spécial déjà versées, les dispositions concernant la validation des périodes indemnisées pour l'assurance maladie, l'assurance vieillesse et les régimes complémentaires recevront application de plein droit.

Pour le C.N.P.F.

Pour la C.G.P.M.E.

Pour la C.F.D.T.

Pour la C.F.T.C.

Pour la C.G.C.

Pour la C.G.T.

Pour la C.G.T.F.O.

Den franske arbejdsgiverforening (Le Centre National du Patronat Francais) og de største fagforbund (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC og CGC) har den 14. oktober 1974 indgået en aftale, der er blevet afskeditget af "økonomiske årsager" (dvs. uden diciplinære grunde), modtager næsten fuld løn i maksimalt 1 år (arbejdsløshedsdagpenge). Betingelser for støtten: Modtagere skal være under 60 år, ikke være sæsonbestemt ledig og ikke have afslået tilbud om andet arbejde. Støttens størrelse: 90% af bruttolønnen. Kontrol: Hver tredje måned fornyet gennemgang af vedkommendes sag ved et paritetisk udvalg (arbejdsgiver- og fagforeningsrepræsentanter) med henblik på at undgå misbrug. Aftalens ikrafttræden: I princippet fra december 1974.

Am 14. Oktober 1974 hat der französische Arbeitgeberverband mit den wichtigsten Gewerkschaften (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC und CGC) ein Abkommen geschlossen, daß den aus "wirtschaftlichen Gründen" ( d.h. nicht aus disziplinarischen Gründen ) gekündigten Arbeitnehmern des privaten Sektors praktisch ihr gesamtes Gehalt längstens für ein Jahr (Warteentschädigung) garantiert.

Folgende Voraussetzungen müssen dafür erfüllt sein: Alter unter 60 Jahren; es darf sich um keine saison-bedingte Arbeitslosigkeit handeln; eine andere Beschäftigung darf nicht zurückgewiesen worden sein. Das Wartegeld beläuft sich auf 90 % des Bruttoeinkommens. Alle drei Monate findet eine erneute Prüfung der Akte des Betroffenen durch eine paritätische Kommission (Arbeitgeber-Gewerkschaften) mit dem Ziel statt, jede Art von Mißbrauch zu vermeiden. Das Abkommen tritt dem Grundsatz nach Anfang Dezember 1974 in Kraft.

The French Employers Association and the principal unions (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC and CGC) have reached agreement on 14 October 1974 to guarantee to workers in the private sector laid off for 'economic reasons' (that is to say, without any disciplinary foundation) the quasi-totality of their wage during a maximum period of one year ('waiting allowance').

Conditions for eligibility; to be less than 60 years of age, not to be in seasonal unemployment, not to have refused another offer of employment.

Value of waiting allowance: 90% of the gross wage.

Control: every three months a re-examination by a joint committee (employers - unions) of the file of the interested parties to avoid abuses by one or the other.

Date of entry into operation of the agreement: in principle the beginning of December 1974.

Le Centre National du Patronat Français et les principaux syndicats (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC et CGC) ont conclu, le 14 octobre 1974, un accord garantissant aux travailleurs du secteur privé licenciés pour "motif économique" (c'est-à-dire sans raison disciplinaire) la quasi-totalité de leur salaire pendant une durée maximale de un an ("indemnité d'attente").

Conditions à remplir : avoir moins de 60 ans, ne pas être en chômage saisonnier, ne pas avoir refusé un autre emploi.

Montant de l'indemnité d'attente : 90 % du salaire brut.

Contrôle : tous les trois mois, réexamen par une commission paritaire (patronat-syndicats) du dossier des intéressés afin d'éviter les abus de part et d'autre.

Entrée en vigueur de l'accord : en principe début décembre 1974.

Il Centro Nazionale del Padronato francese e i sindacati più importanti (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC e CGC) hanno stipulato il 14 ottobre 1974 un accordo che garantisce per un massimo di 1 anno ("indennità di attesa") ai lavoratori del settore privato licenziati per "ragioni economiche" (cioè per motivi diversi da quelli puramente disciplinari) la quasi integralità del loro salario.

Sono previste alcune condizioni: avere meno di 60 anni, non essere già considerato disoccupato stagionale, non aver rifiutato un altro impiego.

L'indennità di attesa ammonta a 90% del salario lordo.

Sono previste misure di controllo: ogni tre mesi una commissione paritetica (padronato-sindacati) esaminerà il dossier degli interessati per evitare il rischio di abusi da una parte o dall'altra.

L'entrata in vigore dell'accordo è prevista, in linea di massima per l'inizio del mese di dicembre 1974.

Het "Centre National du Patronat Français" (Frans Nationaal Werkgeversverbond) en de belangrijkste vakcentrales (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC en CGC) zijn op 14 oktober 1974 tot een akkoord gekomen met betrekking tot de garantie van maximaal één jaar vrijwel volledige doorbetaling van het loon aan werknemers behorende tot de particuliere bedrijfssector, die op economische gronden ontslag krijgen (het zogenaamde wachtgeld).

Voorwaarden waaraan voldaan moet worden om voor uitbetaling in aanmerking te komen: de 60-jarige leeftijd nog niet bereikt hebben, geen seizoenwerkloze zijn en geen andere tewerkstelling geweigerd hebben.

Het bedrag van het wachtgeld is 90% van het bruto-loon.

Controle: Om de drie maanden hernieuwd onderzoek van de situatie van de begunstigde door een paritaire commissie (werkgeversorganisatiesvakverenigingen) om misbruik van beide zijden te voorkomen.

Het akkoord gaat in beginsel in december 1974 in.



